



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 8 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM LOGISTIC

ZAC de Frégy
77610 Fontenay-Trésigny

Références : E/24-1528
Code AIOT : 0006508390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement FM LOGISTIC implanté ZAC de Frégy 77610 Fontenay-Trésigny. L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM LOGISTIC
- ZAC de Frégy 77610 Fontenay-Trésigny
- Code AIOT : 0006508390
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

FM Logistique constitue un ensemble d'entrepôts de stockage et conditionnement dont plusieurs sont implantés en Seine-et-Marne.

Le présent site est implanté dans la ZAC de FREGY sur la commune de FONTENAY-TRESIGNY (77610).

Le site est classé SEVESO seuil bas. Il est exploité depuis 1999.

Son terrain d'emprise occupe une surface de 157 635 m². La plateforme est composée de 12 cellules distinctes. Certaines cellules sont divisées en sous-cellules A et B :

- Les cellules 1, 2, 3, 4, 5, 6B, 7A, 9, 10, 11 (A et B) et 12 sont dédiées au stockage de produits alimentaires ou bazar ;
- Les cellules 6A et 7B sont dédiées au conditionnement à façon.
- L'exploitant a définitivement renoncé à la construction de la cellule 8, prévue pour accueillir les 4 sous-cellules dédiées au stockage de matières dangereuses.(*)

(*) : La surface utile de l'ensemble des bâtiments initialement de 68 842 m² (confer article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011) est donc réduite à 65 165 m².

La société FM LOGISTIC dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011 et d'un arrêté préfectoral complémentaire du n°2014/DRIEE/UT77/036 du 11 mars 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite des précédentes inspections
- Dispositions constructives des locaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée dans un premier temps en salle. A cette occasion, l'exploitant a pu

répondre aux questions du service d'inspection des installations classées et exposer les mesures prises pour respecter les dispositions réglementaires sélectionnées.

L'inspection s'est ensuite poursuivie par une visite du site, notamment des locaux techniques et des cellules 6B, 2 à 5 et 11 ainsi qu'une visite des bureaux de la cellule 11 (bureaux de quai et bureaux externes).

Les observations formulées dans les fiches d'inspection, en annexe au présent rapport, ont été restituées oralement à l'exploitant à l'issue de l'inspection. Elles ont également tenu compte des documents transmis post-inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions générales de rejet	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	4 mois
4	Comportement au feu des bâtiments - Chaufferie	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	4 mois
6	Détection gaz - détection incendie	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	4 mois
8	Chaufferies secondaires	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	4 mois
10	Accessibilité - Local de charge	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	4 mois
13	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Généralités - Chaufferie	AP Complémentaire du 02/05/2011,	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 8.2.1.1		
3	Généralités - Vannes de fermeture de gaz de la Chaufferie	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Alimentation en combustible - Chaufferie	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Interdiction des feux - Local chaufferie	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Sols, murs et rétention Local Charge	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Ventilation - Local de charge	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Stockage	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site FM Logistique FRANCE situé à Fontenay-Trésigny est globalement correctement exploité. Plusieurs non-conformités issues des précédentes inspections ont pu être levées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique - Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2023
Prescription contrôlée : Conduit n°1 : Hauteur : 14 m Diamètre : 600 m Débit nominal : 2210 Nm ³ /h

Vitesse mini d'éjection : 5 m/s

Conduit n°2 :

Hauteur : 14 m

Diamètre : 600 m

Débit nominal : 1650Nm³/h

Vitesse mini d'éjection : 5 m/s

Nota : la vitesse d'éjection des gaz devra être ≥ 5 m/s en marche continue maximale.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

Non-conformité n°20221208-1 de l'inspection du 08/12/2022 : Le diamètre de la cheminée (conduit n°1) associée à la chaudière n°6 est inférieur à 0,6m contrairement à ce que prévoit l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.

Post-inspection, l'exploitant a fourni un document établi par SPIE en date du 10 avril 2024, attestant des caractéristiques de la cheminée (conduit n°1) associée à la chaudière n°6 avec un diamètre de 0,40 m et une hauteur de 7,82 m.

Ces caractéristiques ne sont pas conformes à celles prescrites par l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.

=> La non-conformité n°20221208-1 de l'inspection du 08/12/2022 n'est pas levée.

Il convient que l'exploitant procède à une mise en conformité (hauteur et diamètre) du conduit n°1 associé à la chaudière n°6 ou sollicite une modification de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.

Non-conformité n°20221208-2 de l'inspection du 08/12/2022: L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le débit nominal d'éjection était de 2210 Nm³/h pour la cheminée (conduit n°1) associée à la chaudière n°6.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle COVAIR du 05/11/2021 des chaudières suivantes:

- Chaudière 6 associée au conduit n°1: débit mesuré à 2997 Nm³/h pour une vitesse d'éjection mesurée $v=8,7$ m/s et une concentration de NO_x = 145,7 NO₂/m³

- Chaudière 5 associée au conduit n°2: débit mesuré à 3563 Nm³/h pour une vitesse d'éjection mesurée $v=7,9$ m/s et une concentration de NO_x = 142,8 NO₂/m³

Les débits mesurés lors de ce contrôle sont supérieurs aux débits nominaux mentionnés à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2011.

L'Inspection a constaté le respect des valeurs limites d'émission (VLE) pour les concentrations en NO_x mesurées.

=> La non-conformité n°20221208-2 de l'inspection précédente est levée.

Non-conformité n°20221208-3 de l'inspection du 08/12/2022 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les caractéristiques (hauteur, diamètre, débit nominal), outre la vitesse minimale d'éjection, de la cheminée (conduit n°2) associée à la chaudière n°5 étaient conformes à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.

Post-inspection, l'exploitant a fourni un document établi par SPIE en date du 10 avril 2024,

attestant des caractéristiques de la cheminée (conduit n°2) associée à la chaudière n°5 avec un diamètre de 0,35 m et une hauteur de 7,82 m.
Ces caractéristiques ne sont pas conformes à celles prescrites par l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.

=> La non-conformité n°20221208-3 de l'inspection du 08/12/2022 n'est pas levée.

Il convient que l'exploitant procède à une mise en conformité (hauteur et diamètre) du conduit n°2 associé à la chaudière n°5 ou sollicite une modification de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Généralités -Chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023

Prescription contrôlée :

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi coupe-feu de degré 2 heures (REI 120). Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure (RE 30), munis d'un ferme porte, soit par une porte coupe-feu de degré 1 heure (REI 120).

À l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible,
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Par ailleurs, un dispositif de coupure d'urgence de l'alimentation en gaz, facilement repérable et manœuvrable par les services de secours est installé à l'extérieur du bâtiment.

Constats :

Non-conformité n°20221208-4 de l'inspection du 08/12/2022 :

L'exploitant n'a pas justifié que les murs séparant la chaufferie du reste de l'entrepôt étaient coupe-feu de degré 2h.

Dans son dossier de réponse du 07/07/23, l'exploitant indique que les dossiers des ouvrages exécutés pour les murs et la couverture de la chaufferie (construite en 2000) n'ont pas été retrouvés.

Cependant l'exploitant possède le plan de récolement qui fait office de DOE. Ce plan, daté de 2000 et marqué comme conforme par le bureau d'études EPI, mentionne la caractéristique CF 2h

pour le mur séparant les locaux techniques de la zone de stockage.
=> La non-conformité n°20221208-4 de l'inspection du 08/12/2022 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Généralités -Vannes de fermeture de gaz de la Chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023
Prescription contrôlée : <p>À l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible, - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. <p>Par ailleurs, un dispositif de coupure d'urgence de l'alimentation en gaz, facilement repérable et manœuvrable par les services de secours est installé à l'extérieur du bâtiment.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°20221208-5 de l'inspection du 08/12/2022 :</u> Le dispositif de coupure d'urgence de l'alimentation en gaz, situé à l'extérieur de la chaufferie, n'est pas facilement repérable.</p> <p>Dans son dossier de réponse du 07/07/23, l'exploitant indique avoir étiqueté le dispositif pour le rendre repérable.</p> <p>L'inspection a pu le constater lors de la visite du site. De plus, le boîtier externe contenant le dispositif n'est ouvrable que par les personnes nommément désignées.</p> <p>=> La non-conformité n°20221208-5 de l'inspection du 08/12/2022 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Comportement au feu des bâtiments - Chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

- date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023

Prescription contrôlée :

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustibles).
- stabilité au feu de degré une heure,
- couverture incombustible.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (événements, parois de faible résistance...).

Constats :

Non-conformité n°20221208-6 de l'inspection du 08/12/2022 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le local chaufferie présentait les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes:

- matériaux de classe MO (incombustibles).
- stabilité au feu de degré une heure,
- couverture incombustible.

L'exploitant a expliqué avoir fait réaliser un constat visuel des murs et de la couverture de la chaufferie par le Directeur conception VRD chez NG Concept. Ce dernier a pu attester que les murs de la chaufferie, ainsi que la paroi et le plafond étaient en béton. Ces éléments sont donc incombustibles.

L'exploitant a classé la couverture de toiture en Broof t3 au regard du support béton qui la compose. Néanmoins, cela ne permet pas de répondre aux dispositions prévues par l'article 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 précisant les caractéristiques à observer pour la couverture et les isolants thermiques, et à défaut, le système « support de couverture + isolants ».

=> La non-conformité n°20221208-6 de l'inspection du 08/12/2022 est levée et remplacée par la suivante :

Non-conformité n°20240328-1 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le local chaufferie présentait les caractéristiques suivantes : « La couverture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). De plus, les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2 s1 d0. A défaut, le système "support de couverture + isolants" est de classe B s1 d0 et l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. »

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Alimentation en combustible - Chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indique dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

(1) Vanne automatique: cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.

(2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs

(3) Pressostat: ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.

Constats :

Non-conformité n°20221208-7 de l'inspection du 08/12/2022 : L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que :

- la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz, chacune asservie à des capteurs de détection de gaz et un pressostat

<p>- toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</p> <p>Dans son dossier de réponse du 07/07/23, l'exploitant a fourni le descriptif technique du système de gaz multi bloc, conforme à la directive CE sur les appareils à gaz. Il s'agit d'un système modulaire fonctionnant avec 2 vannes en série dont l'ouverture et la fermeture sont conditionnées au flux de gaz associé au pressostat.</p> <p>L'exploitant a également transmis le rapport d'intervention du 16/09/2022, attestant du contrôle des équipements et des tests d'asservissement réalisés.</p> <p>Ce rapport mentionne la réalisation de tests sur chaque capteur selon deux seuils de détection (15 % de la LIE et 30% de la LIE). Ces capteurs sont reliés à un boîtier central. En cas d'atteinte du seuil 2, il y a une coupure automatique de l'alimentation en gaz.</p> <p>Lors de l'inspection, le dernier rapport d'intervention du 17/08/23 a été présenté en séance, attestant de la :</p> <ul style="list-style-type: none"> - maintenance sur détection H2 dans local de charge - maintenance sur détection CH4 et CO dans local chaufferie - réalisation des tests d'asservissement <p>Lors de la visite du site, l'inspection a procédé à la vérification du registre de la chaufferie secondaire B6/B7 sur lequel sont consignées les interventions d'entretien : L'Inspection a constaté que la dernière intervention datait du 04/01/2024.</p> <p>=> La non-conformité n°20221208-7 de l'inspection du 08/12/2022 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Détection gaz - détection incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées : sans surveillance permanente ou bien implantées en sous sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.</p> <p>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p>

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 7.3.3.1.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Constats :

Observation n°20221208-1 de l'inspection du 08/12/2022 : Il convient que l'exploitant complète ses consignes d'exploitation en détaillant davantage le processus de mise en sécurité associée à la détection de gaz (définition des seuils de détection et des actions associées notamment).

Les fiches de consignes ont été actualisées et transmises post inspection. Elles mentionnent

- la distinction entre les procédures relatives au local de charge de celles liées à la chaufferie principale.
- la présence de deux seuils (15 % et 30% de la LIE pour le CH4 et 15% et 25% de la LIE pour le H2).

Il subsiste toutefois une ambiguïté sur la fermeture des vannes gaz et l'arrêt électrique dans la chaufferie principale. En effet, lorsque le seuil 1 est atteint, les vannes sont fermées manuellement et l'alimentation électrique est coupée. Les mêmes actions sont indiquées lorsque le seuil 2 est atteint.

=> L'observation n°20221208-1 de l'inspection du 08/12/2022 est maintenue. L'exploitant doit actualiser sa fiche de consignes en distinguant clairement les actions relevant de chaque seuil pour le local chaudière.

Lors de la visite du site, l'Inspection a demandé à consulter les seuils enregistrés dans le boîtier « central » MX43, situé dans le local « Atelier » et pilotant à distance les sondes situées dans la chaufferie principale et dans le local de charge.

Les seuils de détection indiqués sur le boîtier MX43 sont les suivants:

- seuil 1 fixé à 15 % de la LIE et seuil 2 fixé à 30 % de la LIE pour le CH4
- seuil 1 fixé à 50 ppm et seuil 2 fixé à 100 ppm pour le CO
- seuil 1 fixé à 15 % de la LIE et seuil 2 fixé à 25 % de la LIE pour le H2

Le boîtier central étant situé à proximité de l'atelier de charge, il est systématiquement vérifié à chaque alerte sonore visant le local de charge. Les personnes présentes à proximité peuvent alors être rapidement informées.

Cependant, il n'y a pas d'alarme sonore ou visuelle sur le boîtier pour informer les agents à proximité, en cas d'alerte seuil 2 au sein de la chaufferie située dans le local voisin. L'exploitant propose d'ajouter un système d'alarme visuelle.

Observation n°20240328-1 : Afin de pouvoir réagir rapidement en cas d'alerte seuil 2 pour le local chaudière, l'exploitant se propose d'ajouter un système d'alarme visuelle au niveau du local chaudière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Interdiction des feux - Local chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.7

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023
Prescription contrôlée : En dehors des appareils de combustion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.
Constats : <u>Non-conformité n°20221208-8 de l'inspection du 08/12/2022 :</u> L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu, n'est pas affichée en caractères apparents. L'Inspection a pu constater la présence d'une affiche mentionnant cette interdiction, apposée sur la porte du local chaufferie. => La non-conformité n°20221208-8 de l'inspection du 08/12/2022 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Chaufferies secondaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023
Prescription contrôlée : Les installations de combustion dont la puissance thermique est supérieure à 70 kW mais inférieure à 2 MW sont situées dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi coupe-feu de degré 2 heures (REI 120). Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure (RE 30), munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré 1 heure (REI 120). Une vanne de coupure permettant d'arrêter l'écoulement du combustible est installée à l'extérieur de la chaufferie, sur la canalisation d'alimentation des brûleurs. Cette vanne est facilement repérable et manœuvrable.
Constats : <u>Observation n°20221208-2 de l'inspection du 08/12/2022 :</u> L'exploitant précisera si des chaufferies secondaires sont présentes sur site, tel que le prévoit l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011 (4 chaudières indépendantes de 115 kW, 67

kW, 56 kW et 700 kW fonctionnant au gaz naturel).

L'exploitant indique la présence de 4 locaux/emplacements secondaires de chaudières sur le site :
- local chaudière gaz (115 KW) dans cellule B3 pour chauffage bureaux B2/B3
- local chaudière gaz (67 KW) dans cellule B5 pour chauffage bureaux B5
- local chaudière gaz naturel (700 KW) extérieur pour les entrepôts B6 et B7.- le local chaudière extérieur des bureaux B11 possédait une chaudière au gaz naturel (56kW). L'exploitant indique que cette dernière a été remplacée par une pompe à chaleur.

=> L'observation n°20221208-2 de l'inspection du 08/12/2022 est levée.

Concernant la communication entre ces locaux secondaires et les entrepôts :
Le local chaufferie pour les entrepôts B6 et B7 est accessible uniquement depuis l'extérieur du bâtiment. Il ne communique pas directement avec l'entrepôt.
Une vanne d'arrêt d'urgence est située à l'extérieur du local.

Les locaux chaufferie des bureaux B3 et B5 sont situés dans les zones de bureaux à l'extérieur des entrepôts. L'inspection n'a pas visité ces locaux.

En outre, la chaudière gaz de 56 kW, dédiée au chauffage des bureaux de la cellule B11, a été remplacée par une pompe à chaleur fonctionnant au fluide R410-A. L'Inspection a été informée de cette modification le jour de l'inspection.

L'inspection rappelle que tout changement d'équipement classé ou susceptible d'être classé, doit faire l'objet d'un porter à connaissance de la part de l'exploitant, indiquant la nature du fluide utilisé, ainsi que sa volumétrie s'il est susceptible de relever d'une rubrique de la nomenclature des ICPE.

Non-conformité n°20240328-2 : L'exploitant n'a pas informé le préfet du remplacement de la chaudière de 56 kW par une pompe à chaleur.

→ En conclusion de ce constat, l'exploitant sollicitera une modification de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2011 en transmettant un dossier précisant les caractéristiques de la pompe à chaleur remplaçant l'ancienne chaudière de 56 kW, ainsi que des caractéristiques du fluide utilisé (nature du fluide ainsi que sa volumétrie s'il est susceptible de relever d'une rubrique de la nomenclature des ICPE et fiche de données de sécurité récente associée).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Sols, murs et rétention Local Charge

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023

Prescription contrôlée :

Le sol des locaux de charge sont étanches, incombustibles et traités anti-acide. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur minimale de 1 mètre.

Les locaux sont sur rétention.
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°20221208-10 de l'inspection du 08/12/2022 : L'exploitant n'a pas justifié que les murs des locaux de charge étaient recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur minimale de 1 mètre.</p> <p>Lors de la visite du site, l'exploitant a indiqué qu'un enduit étanche avait bien été posé lors de la construction de la salle de charge. Cependant, en l'absence de dossier d'ouvrage exécuté (DOE) il a fait procéder à la pose d'un nouvel enduit étanche entre le 7 et le 8 septembre 2023. La présence de l'enduit sur les 4 murs du local sur le 1^{er} mètre a pu être vérifiée sur place par l'inspection.</p> <p>L'attestation de pose par la société TSM qui a procédé à la pose de l'enduit datée du 08 septembre 2023 a été transmise post-inspection.</p> <p>=> La non-conformité n° 20221208-10 de l'inspection du 08/12/2002 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Accessibilité - Local de charge

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'atelier de charge est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>Il existe une porte donnant vers l'extérieur qui sera tenue normalement fermée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°20221208-11 de l'inspection du 08/12/2022 : L'atelier de charge ne dispose pas de porte donnant vers l'extérieur.</p> <p>L'inspection constate visuellement l'absence de porte donnant directement sur l'extérieur depuis le local ni d'ouvrant en façade pour les opérations de secours.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection de la réalisation d'un exercice POI le 27/09/2023 sur le scénario de la salle de charge.</p> <p>La simulation a été réalisée avec la participation du SDIS.</p> <p>L'exploitant indique que les agents du SDIS ont pu accéder par l'un ou l'autre accès sans difficulté. L'exploitant ajoute qu'un autre exercice a été réalisé de nuit et en interne, dans le local de charge. L'Inspection a demandé la transmission du compte-rendu de l'exercice POI réalisé le 27 septembre</p>

2023.

Le rapport a été transmis post-inspection mais il n'y est pas indiqué l'avis du SDIS sur la facilité d'évacuation ou d'intervention vers le local.

=> La non-conformité n°20221208-11 de l'inspection du 08/12/2022 est maintenue. Il convient que l'exploitant procède aux modifications nécessaires afin que l'atelier de charge dispose d'une porte donnant vers l'extérieur ou qu'il sollicite une modification de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2011.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Ventilation - Local de charge

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Le local sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonnant dans ce local. La ventilation naturelle sera renforcée par une ventilation mécanique.

Le rejet à l'atmosphère se fera par un conduit incombustible, débouchant à l'air libre en un lieu éloigné de toute source d'ignition et tel que la dispersion d'un mélange gazeux soit assurée en toutes circonstances sans gêne pour le voisinage.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules et restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

L'atelier sera équipé de dispositifs d'évents correctement dimensionnés et dispose afin d'annuler pour son environnement immédiat les conséquences d'une explosion due à l'activité de charge d'accumulateurs.

Constats :

Non-conformité n°20221208-12 de l'inspection du 08/12/2022 : L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que le conduit du local de charge assurant le rejet à l'atmosphère était incombustible.

Dans son courrier de réponse du 07/07/2023, l'exploitant a fourni les caractéristiques de la ventilation du local de charge comprenant le conduit et les tourelles hélicoïdales associées.

Le schéma indique les tourelles mais également le conduit sous la dénomination « Virole ». La virole est en acier peint, donc considérée comme incombustible.

=> La non-conformité n°20221208-12 de l'inspection du 08/12/2022 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.1.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023

Prescription contrôlée :

[Voir tableau des produits stockés par cellule de l'article 8.1.7.2 de l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011]

Une hauteur minimale de 1 mètre est laissée libre entre les têtes de sprinkler sous toiture et le dessus des palettes supérieures.

Le stockage de tout produit dangereux (liquides inflammables, aérosols, toxique, explosif...) est interdit quelle que soit la quantité sauf dans les cellules du bâtiment 8.

La présence de ces produits dangereux est tolérée en faibles quantités dans les cellules dédiées à la préparation des commandes ou à l'attente avant expédition.

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule.

La gestion des incompatibilités de stockage est définie par des procédures écrites. Avant tout stockage d'un produit dans une cellule, une analyse des incompatibilités au moyen a minima des FDS est effectuée. Ces analyses sont enregistrées et à disposition de l'inspection des installations classées.

Les produits liquides dangereux ne sont pas stockés en hauteur à plus de 5 mètres par rapport au sol. Ils doivent être sur des rétentions dimensionnées selon les modalités fixées à l'article 7.5.3 du présent arrêté.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Dans les zones où sont entreposés des liquides dangereux, ou susceptibles d'entraîner une pollution des eaux, le sol est étanche et aménagé de façon à éviter tout écoulement direct vers le milieu naturel ou un réseau public d'assainissement.

Les produits explosibles et inflammables sont protégés contre les rayons solaires.

La température des matières susceptibles de se décomposer par auto-échauffement est vérifiée régulièrement.

Les produits sont emballés et stockés sur des palettes disposées sur des palettiers métalliques ou racks, ou en masse. Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc., soient largement dégagés

Les marchandises entreposées en vrac sont séparées des autres produits par un espace minimum de trois mètres sur dia base cotes ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des flots limités de la façon suivante :

1°) surface maximale des flots au sol : 500 m² ;

2°) hauteur maximale de stockage: 8 mètres maximum;

3°) distance entre deux flots : 2 mètres minimum ;

4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des ilots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.

Concernant les matières stockées en rayonnage ou en paletter. les dispositions des 1°), 2°) et 3°) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. La disposition 4°) est applicable dans tous les cas.

Constats :

Non-conformité n°20221208-13 de l'inspection du 08/12/2022 : La gestion des incompatibilités de stockage n'est pas définie par des procédures écrites.

Suite à cette non-conformité, un premier logigramme de la procédure a été transmis. Il affecte des classes aux produits selon leur incompatibilité et dangerosité et permet de gérer les emplacements des produits stockés ensembles.

L'Inspection constate que le pré-contrôle des tonnages n'est pas précisé sur le logigramme présenté afin de s'assurer du respect des quantités autorisées sur site. Post-inspection, l'exploitant a transmis un logigramme actualisé intégrant le pré-contrôle du tonnage.

L'exploitant indique établir une convention avec chaque prestataire sur la base d'un cahier des charges indiquant les volumes maximums prévus par typologie de produits envoyés.

Le logiciel intègre, pour chaque cellule, le schéma numérique de tous les emplacements par typologie de produits.

Le contrôle de l'activité se fait au moment de la commande. L'acceptation de la marchandise se fait selon les disponibilités physiques dont il dispose tout en s'assurant du respect des quantités pour lesquelles son établissement est autorisé à exploiter au titre de la réglementation des ICPE en prenant en compte la règle des cumuls telle que définie à l'article R.511-11 du Code de l'environnement.

L'exploitant a expliqué que les cellules 1 à 3 et 9 à 12 contiennent majoritairement des denrées alimentaires ; alors que les cellules 4, 5 et 6 contiennent des produits relevant des rubriques 4000 au titre de la nomenclature des ICPE.

Lors de la séance en salle, l'exploitant a présenté une visualisation des stocks à partir d'un classement en volume par cellule de stockage. Il a également présenté un classement des produits selon les rubriques ICPE dans un tableur avec 2 seuils d'alarme : un premier lorsqu'une rubrique atteint 80 % du seuil SEVESO et un second lorsqu'une rubrique dépasse 90 % du seuil SEVESO.

<p>Ainsi, l'exploitant s'assure de respecter les volumes autorisés par son arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'état des stocks a été demandé et les quantités présentes respectaient les volumes autorisés. L'exploitant a expliqué que les déchets dangereux étaient stockés à l'extérieur de son établissement.</p> <p>=> La non-conformité n°20221208-13 de l'inspection du 08/12/2022 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2023

Prescription contrôlée :

La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

ANNEXE V

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

Constats :

Observation n°20221208-4 de l'inspection du 08/12/2022 : Une fois les contractualisations prévues réalisées, l'exploitant mettra à jour son POI afin d'y intégrer :

- les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site,
- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux,
- les moyens et méthodes prévus, en ce qui le concerne, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Ce point a été traité post-inspection, sur la base du POI actualisé en mai 2023 transmis par l'exploitant.

L'inspection a constaté la prise en compte des mesures environnementales et la mise à jour des schémas d'alerte.

L'inspection a constaté la contractualisation avec un organisme en vue de réaliser les premiers prélèvements ainsi que la présence d'une fiche récapitulative pour l'échange d'informations avec le prestataire.

L'inspection observe cependant que :

- le DOS n'est pas impliqué dans le processus d'alerte environnementale ni dans la vérification du bon déroulé de celle-ci ainsi que sa restitution aux autorités en tant que de besoin alors qu'il figure à toutes les étapes du schéma d'alerte ;
- la fiche mémo de la fonction intervention n'a pas non plus été modifiée pour intégrer l'activation de l'astreinte environnementale ;
- la fiche des premiers prélèvements ne mentionne pas les types de prélèvements à effectuer (air, sol ou eau) permettant à l'entreprise mandatée de prévoir le matériel adapté en fonction des prélèvements à effectuer ;
- les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ne sont pas précisées, à part la réalisation de prélèvements à l'extérieur du site ;
- les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement ne sont pas indiqués.

=> L'observation n°20221208-4 de l'inspection du 08/12/2022 est maintenue dans l'attente de l'actualisation du POI par l'exploitant pour prendre en compte les éléments demandés ci-avant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois